



## **Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique (Groupe de Río)**

### **Déclaration du Groupe de Río sur la crise financière internationale et sur la Conférence du suivi du Consensus de Monterrey sur le financement du développement**

1. Dans le cadre de la XXVIIème réunion des ministres des Affaires Étrangères du Groupe de Río, les ministres des 22 pays ont abordé l'impact de la crise financière internationale sur la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes et ont échangé leurs points de vue sur les actions menées par les pays membres du Groupe de Río en vue d'atténuer ses effets négatifs, en soulignant la protection de l'emploi et des capacités productives nationales ainsi que la promotion de politiques sociales et de développement pour le bénéfice des secteurs les plus vulnérables de leurs sociétés.
2. Ils ont fait observer que la crise financière internationale, engendrée dans les principaux marchés développés, a des répercussions mondiales sur la stabilité financière et sur la croissance économique durable, ce qui est une sérieuse menace pour les perspectives de développement des économies de la région. Dans ces circonstances, ils ont indiqué que la solidarité et la coopération régionale sont encore plus indispensables, de même que l'action du Groupe de Río, en tant que mécanisme de consultation et de concertation relatives aux grands thèmes du programme international, notamment à la promotion de relations économiques internationales orientées vers une mondialisation plus ouverte et bénéfique pour tous.
3. Ils ont mis l'accent sur le fait que la solution à la crise passe par une réponse mondiale concertée, avec la participation universelle, démocratique et équitable de l'ensemble de la communauté internationale, y compris des pays en développement. Ils ont aussi précisé l'importance de la pleine égalité dans le débat international en vue de la recherche structurelle de solutions à la crise financière et ont insisté sur l'importance de traiter cette question de manière appropriée, dans le cadre du système des Nations Unies.
4. C'est dans ce contexte qu'ils ont rappelé leur engagement sur la voie d'un multilatéralisme efficace, avec les Nations Unies comme enceinte légitime par excellence de la promotion de la coopération internationale pour le développement et pour le renforcement d'un système économique mondial juste et équitable.
5. Ils ont précisé leur décision de participer et de contribuer activement à la mise en place d'une nouvelle architecture financière internationale qui puisse, avec plus de transparence et de contrôle réglementaire dans sa gestion, mettre au point des instruments appropriés de prévention et de résolution de futures crises,

engendrer la confiance et la sécurité et soutenir pleinement les priorités du développement humain durable à échelle mondiale. Ils ont ainsi mis l'accent sur l'importance d'unir les efforts et de traiter de façon intégrale les aspects nationaux, internationaux et systémiques du financement pour le développement, proposés par le consensus de Monterrey.

6. Ils ont estimé que, dans les conditions actuelles, le succès de la Conférence internationale de suivi du Consensus de Monterrey sur le financement du développement, organisée à Doha, au Qatar, du 28 novembre au 2 décembre 2008, est plus importante que jamais et ils ont, par conséquent, réaffirmé leur décision de participer de façon active et constructive à cette Conférence, au plus haut niveau possible.
7. Ils ont en particulier, insisté sur l'importance de mettre en œuvre en urgence les accords et les engagements du Consensus de Monterrey, de relever de manière intégrale les défis des crises alimentaire, énergétique, climatique et financière mondiale, de corriger le déficit régulateur du système des flux financiers internationaux, de conclure de façon satisfaisante et équitable les négociations commerciales multilatérales de la Ronde de Doha et de renforcer les accords et les banques de développement régional afin d'affermir les économies régionales face à la crise et de favoriser le financement de leur développement.
8. Ils sont convenu, dans ces circonstances, de continuer à travailler ensemble et ont exprimé une nouvelle fois leur reconnaissance au Chili, en sa qualité de coordinateur du groupe de travail sur le financement du développement, pour son leadership visant à soutenir les grandes lignes de la position adoptée par le groupe à la Conférence de Doha et ils le prient également d'organiser une réunion parallèle sur le thème de la stabilité financière en tant que bien public mondial.
9. Le Groupe a remercié la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) pour sa contribution substantielle et lui a demandé de continuer à offrir ses capacités et son expérience pour soutenir le programme de financement du développement et la mise au point simultanée d'une nouvelle architecture financière internationale.

Zacatecas, Mexique, le 13 novembre 2008.

\* \* \*